

République Française



**ELEMENTS DE LANGAGE DE M. Daniel ZAÏDANI,
Président DU CONSEIL GÉNÉRAL
CONSEILLER GÉNÉRAL DE PAMANDZI**

À l'occasion du

SEMINAIRE SUR LA RETRAITE

***Mardi 26 Novembre 2013
Hémicycle Younoussa BAMANA***

**Monsieur le représentant du Préfet, Monsieur le
Directeur de la jeunesse, des sports et de la
cohésion sociale, Alain IVANIC,**

Madame et Messieurs les Conseillers généraux,

Mesdames et Messieurs les Maires,

**Monsieur le Président de la Caisse de Sécurité
Sociale de Mayotte**

**Monsieur le Directeur de la Caisse de retraite des
fonctionnaires et agents publics de Mayotte,**

**Madame la représentante de la caisse de sécurité
sociale de Mayotte,**

**Messieurs les représentants des organisations
syndicales,**

**Mesdames et Messieurs les Directeurs et chefs de
service des collectivités Locales**

**Mesdames et Messieurs les Directeurs et chefs de
service du Conseil général**

Mesdames et Messieurs,

J'ai l'immense plaisir d'ouvrir ce séminaire sur la retraite, en votre présence. C'est un sujet d'actualité très important pour nos agents, nos collectivités et nos caisses de retraite.

Je suis content de constater que vous êtes nombreux à être venus, cela témoigne de l'importance du sujet que nous allons traiter aujourd'hui.

Je remercie l'ensemble des partenaires qui ont contribué de part leur engagement, à la préparation de cette manifestation.

En effet, ce séminaire est organisé en partenariat avec les 17 communes de Mayotte, les 6 syndicats intercommunaux, les Caisses de Retraite (la Caisse de Retraite des Fonctionnaires de Mayotte et la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte) et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Mayotte [qui représente la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL)].

La retraite est un sujet complexe qui mérite une attention particulière spécialement ici à Mayotte où dans le cadre de l'application du droit commun, une difficulté d'importance a été constatée.

Pour tout vous dire, il existe une différence d'interprétation des textes de loi sur la retraite des agents de la fonction publique de Mayotte entre d'une part la Caisse de Retraite des Fonctionnaires de Mayotte (CRFM), la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte (CSSM), les Collectivités locales et d'autre part les Organisations syndicales.

Comme vous le savez, à Mayotte, les agents selon leur ancienneté doivent jongler avec trois caisses différentes pour déterminer le montant potentiel de leur retraite.

De ce fait, compte tenu de l'importance de ce dossier pour les agents territoriaux de Mayotte, nous avons pris l'engagement de faire appel dans un premier temps à une assistance juridique qui, après avoir analysé les textes relatifs à la retraite des agents territoriaux de Mayotte, a permis de clarifier quelques points tels que :

- Premièrement, la **pré-liquidation des retraites de la CRFM (Caisse de Retraite des Fonctionnaires de Mayotte)**. Il s'agit ici des modalités de transfert vers la CNRACL (la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales) des pensions existantes et à venir des agents territoriaux ;

-Deuxièmement, la constitution d'une pension unique à la CNRACL (la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales), conformément à la Loi.

L'objectif pour nous aujourd'hui est de permettre à l'ensemble des agents territoriaux de Mayotte qui représentent un effectif de près de **8 000** personnes (fonctionnaires et contractuels) sur le territoire, de mieux comprendre la gestion de leur future pension, avec une grille de lecture claire de leurs droits en matière de retraite.

Depuis le 31 décembre 2010, la fonction publique de Mayotte a été remplacée par la fonction publique territoriale de droit commun. Toutefois, il est important de rappeler que l'affiliation auprès de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) des agents intégrés dans la Fonction Publique Territoriale a débuté dès le 1er août 2007, suite à la publication de la loi de modernisation de la FPT du 02 février 2007), donc bien avant mon arrivée.

Aussi, les agents anciennement fonctionnaires de la fonction publique de Mayotte cotisaient pour leur retraite auprès de la CRFM, et en tant que fonctionnaires de la fonction publique territoriale, ils cotisent désormais auprès de la CNRACL.

Privée de son objet, la CRFM va être supprimée dans les mois à venir. C'est donc la CNRACL qui, depuis mai 2013, est en charge de verser la totalité des pensions de retraite des agents territoriaux ayant cotisé auprès de la CRFM.

La Loi ouvre aussi la possibilité pour les agents territoriaux d'accéder selon certaines conditions, à la retraite dès l'âge de 55 ans. Il y a, ici, de quoi rendre jaloux un grand nombre de collègues résidents en métropole. L'application de ce choix optionnel pour l'ouverture des droits de départ à la retraite à partir de **55 ans au taux plein**, a mis en exergue la nécessité de mettre en place un dispositif d'accompagnement et d'information auprès des agents.

De plus, ici à Mayotte, 15 % des agents territoriaux ont plus de 50 ans, ce qui nécessite le développement d'une communication suffisante sur le choix optionnel afin de permettre aux personnes concernées de connaître leurs droits en matière de retraite.

Aussi, au moment du départ à la retraite des agents, il est essentiel de veiller à la compréhension de l'articulation des pensions dans le cadre de la préparation des dossiers de retraite, dans la mesure où plus des deux tiers des effectifs ont au moins cotisé à deux voire trois caisses de retraite différentes.

Le nouveau mode de gestion des pensions de retraite nécessite un changement dans la gestion des dossiers retraite par nos collectivités.

Avec la CRFM, les dossiers étaient faits la veille du départ à la retraite de l'agent, et quelquefois l'agent se retrouvait lésé sur ses droits en termes d'ancienneté de cotisations retraite. En effet, beaucoup d'agents étaient alors dans l'incapacité de fournir toutes les pièces justificatives attestant leurs cotisations aux différentes caisses.

Avec les événements de l'année 1993 - le 19 février pour être plus précis - et aux débordements qui ont suivi, la Caisse de Prévoyance Sociale de Mayotte a brûlé. Privée d'archives, l'administration était alors dans l'impossibilité de retrouver les données des agents, ce qui a rajouté une difficulté supplémentaire pour retracer l'histoire professionnelle des agents.

Pour éviter ces déconvenues, et compte tenu de l'évolution récente des textes, le Conseil Général s'inscrit dans une démarche d'anticipation des dossiers retraite de ses agents, et met en place des procédures d'accompagnement.

Aussi, afin d'optimiser les procédures et permette aux agents d'avoir les informations nécessaires au niveau de leurs droits en matière de retraite et de leur faire connaître les difficultés rencontrées par les différents acteurs dans le traitement de leur dossier retraite, ce séminaire est un moyens de sensibiliser un plus grand nombre d'agents.

C'est pourquoi le partenariat avec les différents partenaires précités a été nécessaire afin d'avoir une même grille de lecture et un même niveau d'information sur le droit à la retraite.

En ce qui concerne la retraite complémentaire des agents non titulaires, c'est un dossier qui est en attente de réponse de la part de l'Etat car à l'heure actuelle il est impossible d'affilier les agents non titulaires auprès de l'IRCANTEC (Institut de Retraite Complémentaire des Agents Non Titulaires de l'Etat et des Collectivités publiques). Ces derniers dépendent toujours de la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte.

Les différentes présentations qui vont suivre vous permettront de mieux appréhender les modalités de calcul de votre future pension.

Vous comprendrez bien sur que notre objectif est de vous donner un aperçu global de la situation qui concerne chacun d'entre vous. Nos présentations pourront vous sembler assez générales mais vous aurez pendant les séances de questions/réponses, l'occasion de demander des précisions et des explications sur les zones d'ombres qui persistent.

Ce séminaire doit être conçu comme étant le début d'un processus. Il vous sera très utile et vous amènera certainement à réfléchir à certains aspects de votre retraite auxquels vous n'aviez pas encore songé.

Ce séminaire est aussi l'occasion de connaître l'ensemble des services qui gèrent vos dossiers retraite. Vous pourrez prendre par la suite contact avec eux pour recueillir l'avis de spécialistes sur vos situations personnelles propres. Ces acteurs sont là pour vous et disponibles pour répondre à vos interrogations, n'hésitez pas à aller vers eux.

Nous souhaitons qu'à l'issue de nos échanges, chacun prenne conscience de l'importance du sujet de sa retraite personnelle et je n'en doute pas. Il s'agit d'anticiper et de la préparer au mieux pour éviter les surprises au moment de l'âge de la retraite.

Au nom des élus du Conseil Général, je souhaite encore une fois témoigner à tous nos partenaires notre reconnaissance pour leur implication dans ce projet de séminaire et leur détermination.

Je félicite également l'ensemble des services du Conseil Général dont la Direction des Ressources Humaines, qui ont beaucoup œuvré et souvent dans l'urgence pour cet évènement.

Avant de donner la parole à notre premier intervenant Aïna SALIM, chargée de mission Cotisations et retraite à la DRH du Conseil général, qui nous fera une présentation de la gestion de la retraite des agents territoriaux à Mayotte, je souhaiterais que le représentant du Préfet, Monsieur Alain Ivanic, Directeur de la Jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, puisse nous dire quelques mots sur le thème de ce séminaire.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite un très bon séminaire.